



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
14 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΑΚΟΥ
47

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

1347. Κύρωση της Συνθήκης του Ναϊρόμπι για την προστασία του ολυμπιακού συμβόλου. 1
1348. Διάλυση του Ν.Π.Δ.Δ με την επωνυμία «Άρμα Θέσπιδοφ» και άλλες διατάξεις. 2

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1347

Κύρωση της Συνθήκης του Ναϊρόμπι για την προστασία του ολυμπιακού συμβόλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής, ψηφισθέντα νόμον.

Άρθρο Πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που όριζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος ή Συνθήκη του Ναϊρόμπι για την προστασία του ολυμπιακού συμβόλου που υιοθετήθηκε στο Ναϊρόμπι στις 26 Σεπτεμβρίου 1981, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην Ελληνική έχει ως εξής :

Traité de Nairobi
concernant la protection
du symbole Olympique
adopté à Nairobi le 26 septembre 1981

CHARTRE 1

Dispositions de fond

Article premier : Obligation des Etats

Tout Etat partie au présent Traité est tenu, sous réserve des articles 2 et 3, de refuser ou d'invalider l'enregistrement comme marque et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation comme marque ou autre signe, à des fins commerciales, des tout signe constitué par le symbole olympique ou contenant ce symbole, tel que défini dans la Charte du Comité international olympique, sauf avec l'autorisation du Comité international olympique. Ladite définition et la représentation graphique dudit symbole figurent à l'annexe.

Article 2 : Exceptions à l'obligation

1) L'obligation prévue à l'article premier ne s'impose à aucun Etat partie au présent Traité en ce qui concerne

i) une marque constituée par le symbole olympique ou contenant ce symbole, lorsque cette marque a été enregistrée dans cet Etat avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité à l'égard de ce dernier ou durant toute période pendant laquelle, dans ledit Etat l'obligation prévue à l'article premier est considérée comme suspendue en vertu de l'article 3 :

ii) la continuation de l'utilisation dans cet Etat, à des fins commerciales, d'une marque ou d'un autre signe constitué par le symbole olympique ou contenant ce symbole, par toute personne ou entreprise ayant licitement commencé à utiliser ainsi ce symbole dans ledit Etat avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité à l'égard de ce dernier ou durant toute période pendant laquelle, dans ledit Etat, l'obligation prévue à l'article premier est considérée comme suspendue en vertu de l'article 3.

2) Les dispositions de l'alinéa 1) i) sont également applicables aux marques dont l'enregistrement produit effet dans l'Etat en vertu d'un enregistrement effectué dans le cadre d'un traité auquel ledit Etat est partie.

3) Toute utilisation autorisée par la personne ou entreprise visée à l'alinéa 1) ii) est considérée, aux fins dudit alinéa, comme une utilisation par ladite personne ou entreprise.

4) Aucun Etat partie au présent Traité n'est tenu d'interdire l'utilisation du symbole olympique lorsque ce symbole est utilisée dans les moyens de communication de masse à des fins d'information sur le mouvement olympique ou ses activités.

Article 3 : Suspension de l'obligation

L'obligation prévue à l'article premier peut être considérée comme suspendue par tout Etat partie au présent Traité pendant toute période pour laquelle aucun accord n'est en vigueur entre le Comité international olympique et le Comité national olympique dudit Etat quant aux conditions dans lesquelles le Comité international olympique autorisera l'utilisation du symbole olympique dans cet Etat et quant à la part revenant audit Comité national olympique sur les recettes perçues par le Comité international olympique au titre desdites autorisations.

CHAPITRE II

Groupements d'Etats

Article 4 : Exceptions au chapitre premier

En ce qui concerne les Etats parties au présent Traité qui sont membres d'une union douanière, d'une zone de libre échange, de tout autre groupement économique ou de tout autre groupement régional ou sous - régional, les dispositions du chapitre premier n'affectent pas leurs obligations au titre de l'instrument instituant une telle union, une telle zone ou un tel autre groupement, en particulier pour ce qui est des dispositions dudit instrument qui régissent la libre circulation des marchandises ou des services.

CHAPITRE III

Clauses finales

Article 5 : Modalités pour devenir partie au Traité

1) Tout Etat membre de l'Organisation Mondiale de la propriété Intellectuelle (ci-après dénommée «l'Organisation») ou de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (ci-après dénommée «l'Union de Paris») peut devenir partie au présent Traité par

- i) sa signature suivie du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou
- ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.

2) Tout Etat non visé à l'alinéa 1) qui est membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des Institutions spécialisées qui sont reliées à l'Organisation des Nations Unies peut devenir partie au présent Traité par le dépôt d'un instrument d'adhésion.

3) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé «le Directeur général»).

Article 6 : Entrée en vigueur du Traite

1) A l'égard des trois Etats qui, les premiers, déposent leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le présent Traité entre en vigueur un mois après le jour où est déposé le troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2) A l'égard de tout autre Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le présent Traité entre en vigueur un mois après le jour du dépôt de cet instrument.

Article 7 : Dénonciation du Traité

1) Tout Etat peut dénoncer le présent Traité par notification adressée au Directeur général.

2) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur a reçu la notification.

Article 8 : Signature et langues du Traité

1) Le présent Traité est signé en un seul exemplaire original en langues française, anglaise, espagnole et russe, ces textes faisant également foi.

2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne et portugaise, et dans les autres langues que la Conférence de l'Organisation ou l'Assemblée de l'Union de Paris peuvent indiquer.

3) Le présent Traité reste ouvert à la signature, à Nairobi, jusqu'au 31 décembre 1982 puis, à Genève, jusqu'au 30 juin 1983.

Article 9 : Dépôt du Traité; transmission de copies; enregistrement du Traité

1) L'exemplaire original du présent Traité, lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature à Nairobi, est déposé auprès du Directeur général.

2) Le Directeur général certifie et transmet deux copies du présent Traité à tous les Etats visés à l'article 5. i) et 2) et, sur demande, à tout autre Etat.

3) Le Directeur général fait enregistrer le présent Traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Article 10 : Notifications

Le Directeur général notifié aux Etats visés à l'article 5.1) et 2)

- i) les signatures apposées selon l'article 8;
- ii) le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion selon l'article 5, 3) :
- iii) la date d'entrée en vigueur du présent Traité selon l'article 6. 1) :
- iv) toute dénonciation notifiée selon l'article 7.

Annexe

Le symbole olympique est constitué par cinq anneaux entrelacés : bleu, jaune, noir, vert et rouge, placés dans cet ordre de gauche à droite. Il est constitué par les anneaux olympiques employés seuls, en une ou plusieurs couleurs.

ΣΥΝΘΗΚΗ

τοῦ Ναῖρόμπι περί προστασίας τοῦ ὀλυμπιακοῦ συμβόλου ποῦ υἱοθετήθηκε στὸ Ναῖρόμπι στίς 26 Σεπτ. 1981.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ I.

Οὐσιαστικὲς Διατάξεις.

Ἄρθρο 1 : Ὑποχρέωση τῶν Κρατῶν.

Κάθε Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης εἶναι ὑποχρεωμένο, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν ἀρθρῶν 2 καὶ 3, νὰ ἀρνεῖται ἢ νὰ ἀκυρώνει τὴν καταχώρηση ὡς σῆμα καὶ νὰ ἀπαγορεύει, μὲ προσήκοντα μέτρα, τὴ χρησιμοποίηση ὡς σῆμα ἢ ἄλλο διακριτικὸ γιὰ ἐμπορικοὺς σκοποὺς, κάθε διακριτικοῦ ποῦ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἢ ποῦ περιέχει αὐτὸ τὸ σύμβολο, ὅπως τοῦτο προσδιορίζεται στὸ Χάρτη τῆς Διεθνοῦς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς, ἐκτὸς κι ἂν ὑπάρχει ἐγκριση τῆς Διεθνοῦς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς. Ὁ ἐν λόγω προσδιορισμὸς καὶ ἡ γραφικὴ ἀναπαράσταση τοῦ ἐν λόγω συμβόλου ἐμφαίνονται στὸ παράρτημα.

Ἄρθρο 2 : Ἐξαιρέσεις ἀπὸ τὴν ὑποχρέωση.

1. Ἡ ὑποχρέωση ποῦ προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο δὲν ἐπιβάλλεται σὲ κανένα Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης ὅσον ἀφορᾷ :

α) ἓνα σῆμα ποῦ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἢ ποῦ περιέχει αὐτὸ τὸ σύμβολο, ὅταν τὸ σῆμα τοῦτο ἔχει κατατεθεῖ στὸ Κράτος αὐτὸ πρὶν ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συνθήκης ὡς πρὸς τὸ Κράτος αὐτὸ ἢ κατὰ τὴ διάρκεια κάθε περιόδου κατὰ τὴν ὁποία, στὸ ἐν λόγω Κράτος, ἡ ὑποχρέωση ποῦ προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀνασταλεῖ δυνάμει τοῦ ἀρθρο 3.

β) τὴ συνέχιση τῆς χρησιμοποίησης στὸ Κράτος αὐτὸ, γιὰ ἐμπορικοὺς σκοποὺς, ἐνὸς σήματος ἢ ἐνὸς ἄλλου διακριτικοῦ ποῦ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο, ἀπὸ κάθε πρόσωπο ἢ ἐπιχείρηση ποῦ εἶχαν ἀρχίσει νὰ χρησιμοποιοῦν νόμιμα ὡς σῆμα τὸ σύμβολο τοῦτο στὸ ἐν λόγω Κράτος.

από την ημερομηνία έναρξης της ισχύος της παρούσας Συνθήκης ως προς το Κράτος αυτό ή κατά τη διάρκεια κάθε περιόδου κατά την οποία, στο εν λόγω Κράτος, ή υποχρέωση που προβλέπεται στο άρθρο πρώτο θεωρείται ότι έχει ανασταλεί δυνάμει του άρθρου 3.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 (α) εφαρμόζονται επίσης στα σύμφωνα των οποίων ή κατάθεση ισχύει στο Κράτος δυνάμει κατάθεσης που πραγματοποιήθηκε στο πλαίσιο συνθήκης της οποίας το εν λόγω Κράτος είναι μέρος.

3. Κάθε χρησιμοποίηση που επιτρέπεται από το πρόσωπο ή την επιχείρηση που αναφέρονται στη παράγραφο 1 (β) θεωρείται, για τους σκοπούς της εν λόγω παραγράφου ως χρησιμοποίηση από το εν λόγω πρόσωπο ή επιχείρηση.

4. Κανένα Κράτος μέρος της παρούσας Συνθήκης δεν είναι υποχρεωμένο να απαγορεύσει τη χρησιμοποίηση του ολυμπιακού συμβόλου, όταν το σύμβολο αυτό χρησιμοποιείται στα μέσα μαζικής ενημέρωσης για πληροφοριακούς σκοπούς για την ολυμπιακή κίνηση ή τις δραστηριότητές της.

*Άρθρο 3 : Άναστολή της υποχρέωσης.

Η υποχρέωση που προβλέπεται στο άρθρο 1 μπορεί να θεωρηθεί ότι έχει ανασταλεί από κάθε Κράτος - μέρος της παρούσας Συνθήκης κατά τη διάρκεια κάθε περιόδου κατά την οποία καμία συμφωνία δεν βρίσκεται σε ισχύ μεταξύ της Διεθνούς Ολυμπιακής Επιτροπής και της Εθνικής Ολυμπιακής Επιτροπής του εν λόγω Κράτους όσον αφορά τους όρους υπό τους οποίους ή Διεθνής Ολυμπιακή Επιτροπή θα επιτρέψει τη χρησιμοποίηση ολυμπιακού συμβόλου στο Κράτος αυτό και όσον αφορά το μερίδιο το οποίο αναλογεί στην εν λόγω Εθνική Ολυμπιακή Επιτροπή από τα έσοδα που θα εισπράξει ή Διεθνής Ολυμπιακή Επιτροπή για τις εν λόγω άδειες.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II.

Συνενώσεις Κρατών

*Άρθρο 4 : Εξαιρέσεις στο Πρώτο Κεφάλαιο.

Όσον αφορά τα Κράτη - Μέρη της παρούσας Συνθήκης τα οποία είναι μέλη μιάς τελωνειακής ένωσης, μιάς ζώνης ελεύθερων συναλλαγών, κάθε άλλης οικονομικής συνένωσης ή κάθε άλλης περιφερειακής ή υπό - περιφερειακής συνένωσης, οι διατάξεις του Πρώτου Κεφαλαίου δεν επηρεάζουν τις υποχρεώσεις τους που απορρέουν από το ιδρυτικό έγγραφο το οποίο συνιστά μιά τέτοια ένωση, μιά τέτοια ζώνη ή μιά άλλη τέτοια συνένωση, ιδιαίτερα όσον αφορά τις διατάξεις του εν λόγω ιδρυτικού εγγράφου που διέπουν την ελεύθερη διακίνηση των εμπορευμάτων ή των υπηρεσιών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III.

Τελικές ρήτρες.

*Άρθρο 5 : Τρόποι για να γίνει ένα Κράτος μέρος της Συνθήκης.

1. Κάθε Κράτος μέλος της Παγκόσμιας Οργάνωσης Πνευματικής Ιδιοκτησίας (που έπονομάζεται παρακάτω «ή Οργάνωση» ή της Διεθνούς Ένωσης για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας (που έπονομάζεται παρακάτω «ή ένωση του Παρισιού») μπορεί να γίνει μέρος της παρούσας Συνθήκης με α) την υπογραφή της Συνθήκης, την οποία θα ακολουθεί ή κατάθεση εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή β) την κατάθεση εγγράφου προσχώρησης.

2. Κάθε Κράτος που δεν αναφέρεται στην παράγραφο 1, το οποίο είναι μέλος του Οργανισμού Ένωμένων Έθνών ή ενός από τους εξειδικευμένους Οργανισμούς που συνδέονται με τον Οργανισμό Ένωμένων Έθνών, μπορεί να γίνει μέρος της παρούσας Συνθήκης με την κατάθεση ενός εγγράφου προσχώρησης.

3. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης και προσχώρησης κατατίθενται στο Γενικό Διευθυντή της Οργάνωσης (που έπονομάζεται παρακάτω «ό Γενικός Διευθυντής»).

*Άρθρο 6 : Έναρξη ισχύος της Συνθήκης.

1. Για τα τρία Κράτη, τα οποία πρώτα καταθέτουν τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης τους, ή παρούσα Συνθήκη τίθεται σε ισχύ μετά από παρέλευση ενός μηνός από την ημέρα κατά την οποία κατατέθηκε το τρίτο έγγραφο επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

2. Για κάθε άλλο Κράτος το οποίο καταθέτει ένα έγγραφο επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, ή παρούσα Συνθήκη τίθεται σε ισχύ μετά από παρέλευση ενός μηνός από την ημέρα κατάθεσης του εγγράφου αυτού.

*Άρθρο 7 : Καταγγελία της Συνθήκης.

1. Κάθε Κράτος μπορεί να καταγγείλει την παρούσα Συνθήκη με δήλωση ή οποία θα απευθύνεται στο Γενικό Διευθυντή.

2. Η καταγγελία αρχίζει να ισχύει μετά από παρέλευση ενός έτους από την ημέρα κατά την οποία ο Γενικός Διευθυντής έλαβε τη δήλωση.

*Άρθρο 8 : Υπογραφή και γλώσσες σύνταξης της Συνθήκης.

1. Η παρούσα Συνθήκη υπογράφεται σε ένα μοναδικό πρωτότυπο στη γαλλική, αγγλική, ισπανική και ρωσική γλώσσα· τα κείμενα αυτά έχουν την ίδια ισχύ.

2. Επίσημα κείμενα συντάσσονται από το Γενικό Διευθυντή, αφού συμβουλευθεί τις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις, στη γερμανική, αραβική, ιταλική και πορτογαλική γλώσσα και στις άλλες γλώσσες τις οποίες ή Διάσκεψη της Οργάνωσης ή ή Συνέλευση της Ένωσης του Παρισιού μπορούν να υποδείξουν.

3. Η παρούσα συνθήκη μπορεί να υπογραφεί, στο Ναϊρόμπι, μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1982 και έπειτα, στη Γενεύη, μέχρι τις 30 Ιουνίου 1983.

*Άρθρο 9 : Κατάθεση της Συνθήκης, διαβίβαση αντιγράφων, καταχώρηση της Συνθήκης.

1. Το πρωτότυπο της παρούσας Συνθήκης, όταν πιά δεν μπορεί να υπογραφεί στο Ναϊρόμπι, κατατίθεται στο Γενικό Διευθυντή.

2. Ο Γενικός Διευθυντής επικυρώνει και διαβιβάζει δύο αντίγραφα της παρούσας Συνθήκης προς όλα τα Κράτη που αναφέρονται στο άρθρο 5 παρ. 1 και 2 και προς κάθε άλλο Κράτος, κατόπιν αιτήσεώς του.

3. Ο Γενικός Διευθυντής καταχωρεί την παρούσα Συνθήκη στη Γραμματεία του Οργανισμού των Ένωμένων Έθνών.

*Άρθρο 10 : Κοινοποιήσεις.

Ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί προς τα Κράτη που αναφέρονται στο άρθρο παρ. 5 1 και 2

I) τις υπογραφές οι οποίες τίθενται σύμφωνα με το άρθρο 8·

II) την κατάθεση εγγράφων επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης σύμφωνα με το άρθρο 5 παρ. 3

III) την ημερομηνία κατά την οποία αρχίζει ή ισχύς της παρούσας Συνθήκης σύμφωνα με το άρθρο 6 παρ. 1

IV) κάθε καταγγελία ή οποία έχει δηλωθεί σύμφωνα με το άρθρο 7.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Άρθρο 3.

Τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἀποτελεῖται ἀπὸ πέντε συνδεδεμένους δακτύλιους : μπλε, κίτρινο, μαῦρο, πράσινο καὶ κόκκινο, οἱ ὅποιοι εἶναι τοποθετημένοι μ' αὐτὴ τὴ σειρά ἀπὸ ἀριστερὰ πρὸς τὰ δεξιὰ. Ἀποτελεῖται ἀπὸ τοὺς ὀλυμπιακοὺς δακτύλιους ποὺ χρησιμοποιοῦνται μόνοι, σὲ ἓνα ἢ περισσώτερα χρώματα.

Άρθρο Δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήναι, 12 Ἀπριλίου 1963

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ

ΕΣΤΕΡΙΚΟΝ

ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐξεσηθήθη καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 13 Ἀπριλίου 1963

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1348

(2)

Διεύθυνση τοῦ Ν.Π.Δ.Δ. μετὰ τὴν ἐπωνυμία « Ἄρμα Θέσπιδος » καὶ ἄλλες διατάξεις.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐπράξαμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς, φημισθῆναι νόμον :

Άρθρο 1.

Τὸ Ν.Π.Δ.Δ. μετὰ τὴν ἐπωνυμία « Ἄρμα Θέσπιδος », ποὺ συστάθηκε μετὰ τὸ Ν. 418/1976 « περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμία « Ἄρμα Θέσπιδος » καὶ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ », διαλύεται ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του νόμου αὐτοῦ.

Άρθρο 2.

1. Τὰ περιουσιακὰ στοιχεία τοῦ « Ἄρματος Θέσπιδος » ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του νόμου αὐτοῦ αυτοδίκαια καὶ χωρὶς ἄλλη διατύπωση κλῆν τῆς ἀπογραφῆς, μεταβιβάζονται κατὰ κυριότητα στὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο καὶ τίθενται στὴ διάθεση τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν.

Ὁ Ὑπουργὸς Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, μετὰ ἀποφάσεις του, ποὺ δημοσιεύονται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, μπορεῖ νὰ παραχωρῇ τὰ παραπάνω περιουσιακὰ στοιχεία κατὰ χρῆσιν στὰ Ν.Π.Δ.Δ., ποὺ ἐποπτεύει καὶ κατὰ προτίμησιν στὰ Κρατικά καὶ τὰ Δημοτικά Θέατρα. Οἱ μεταβιβάσεις γίνονται ἀτελῶς καὶ ἀπαλλάσσονται ἀπὸ κάθε δαπνὸ καὶ φόρο.

2. Στὰ δικαιώματα καὶ τὶς ὑποχρεώσεις ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ διατάξεις νόμων ἢ ἀπὸ συμβάσεις ἢ ἀπὸ ὅποιονδήποτε ἄλλη σχέση τοῦ « Ἄρματος Θέσπιδος » ὑπειστέχεται ὁδὸν καθολικῶς διάδοχος τὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο.

3. Οἱ τυχόν ἐκπρεμεῖς δίκαιες μετὰ τὸ « Ἄρμα Θέσπιδος » διακόπτονται καὶ ἐπαναλαμβάνονται, σύμφωνα μετὰ τὶς διατάξεις τοῦ Κώδικος Πολιτικῆς Δικονομίας, μετὰ τὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο.

4. Τὸ Ἀρχεῖο τοῦ « Ἄρματος Θέσπιδος » περιέρχεται στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν.

1. Οἱ παρακάτω ὀργανικὲς θέσεις μόνιμου προσωπικοῦ μεταφέρονται, ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του νόμου αὐτοῦ, ὡς ἐξῆς :

α) Στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν :

Τρεῖς (3) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 100—80 τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Δύο (2) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 120—90 τοῦ κλάδου ΣΕ κλητῶν—δουρωτῶν.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσδέτονται στοὺς κλάδους ΜΕ1 Διοικητικοῦ καὶ ΣΕ1 κλητῶν, ἀντίστοιχα.

β) Στὴν Ἐθνικὴ Λυρικὴ Σκηνή :

Δύο (2) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 50—40 τοῦ κλάδου ΑΤ1 Διοικητικοῦ.

Δύο (2) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 100—80 τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσδέτονται στοὺς κλάδους ΑΤ2 Δραματικοῦ—Λογιστικοῦ καὶ ΜΕ1 Διοικητικοῦ—Λογιστικοῦ, ἀντίστοιχα.

γ) Στὴ Στέγη Καλῶν Τεχνῶν καὶ Γραμμάτων :

Μία (1) θέση μετὰ βαθμὸ 80—60 τοῦ κλάδου ΑΠ1 Διοικητικοῦ.

Μία (1) θέση μετὰ βαθμὸ 100—80 τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσδέτονται στοὺς κλάδους ΑΤ1 Διοικητικοῦ καὶ ΜΕ1 ἐπιστάτη, ἀντίστοιχα.

2. Μετὰ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, ποὺ θὰ ἐκδοθεῖ μετὰ ἀπὸ γνώμη τοῦ ἀρμόδιου Ὑπηρεσιακοῦ Συμβουλίου τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ θὰ δημοσιευθεῖ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὀρίζονται οἱ ὑπάλληλοι ποὺ θὰ μεταφερθοῦν στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, στὴν Ἐθνικὴ Λυρικὴ Σκηνή καὶ στὴ Στέγη Καλῶν Τεχνῶν καὶ Γραμμάτων, ἀντίστοιχα.

3. Ἡ ἐνταξὴ στοὺς παραπάνω κλάδους καὶ ἡ σειρά ἀρχιότητος τῶν ὑπαλλήλων τῆς παραγρ. 1 σὲ σχέση μετὰ τοὺς ἄλλους ὑπαλλήλους ποὺ ὑπηρετοῦν στοὺς κλάδους ποὺ θὰ γίνῃ ἡ μεταφορὰ καθορίζεται μετὰ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀνάλογα, ποὺ ἐκδίδεται μετὰ ἀπὸ σύμφωνη γνώμη τῶν ἀρμόδιων Ὑπηρεσιακῶν Συμβουλίων μετὰ βάση τὴν ἡμερομηνία ποὺ ἀπέκτησε ὁ καθένας τὸν τελευταῖο βαθμὸ του.

4. Οἱ ὑπάλληλοι ποὺ θὰ μεταφερθοῦν ὑποκοῦν κατ' ἐπιλογή τους εἴτε νὰ ἐξακολουθήσουν νὰ ὑπάγονται στὰ Ταμεία Ἀρωγῆς ἢ Ἐπιχειρηματικῆς ἀσφαλίσεως, στὰ ὅποια μέχρι τὴν ἡμερομηνία τῆς μεταφορᾶς τοὺς ὑπάγονται, εἴτε νὰ ὑπαχθοῦν στὰ ἀντίστοιχα τῶν Ὑπηρεσιῶν στίς ὁποῖες μεταφέρονται.

5. Ὅλες οἱ κενὲς θέσεις μόνιμου προσωπικοῦ τοῦ « Ἄρματος Θέσπιδος » καταργοῦνται.

Άρθρο 4.

1. Οἱ θέσεις προσωπικοῦ τοῦ « Ἄρματος Θέσπιδος » μετὰ σχέση ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἀρθρὸ 11 παρ. 1 παρ. ΙΙΙ ὑποπερίπτωση α' τοῦ Ν. 418/1976 « περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμία « Ἄρμα Θέσπιδος » καὶ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ », καταργοῦνται καὶ αὐτοὶ ποὺ τὶς κατέχουν ἀπολύονται αυτοδίκαια ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του νόμου αὐτοῦ.

2. Οἱ κατὰ τὰ ἀνωτέρω ἀπολύμενοι μποροῦν νὰ συνεχίσουν νὰ προσφέρουν τὶς ὑπηρεσίες τους, μέχρι λήξεως τῆς συμβάσεώς τους στὸ Ἐθνικὸ Θέατρο ἢ τὸ Κρατικὸ Θέατρο Βορείου Ἑλλάδος, κατόπιν αἰτήσεώς τους, ποὺ θὰ ὑποβληθεῖ στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν ἐντὸς ἀνατρεπτικῆς προθεσμίας δεκαπέντε (15) ἡμερῶν ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του νόμου αὐτοῦ. Σὲ περίπτωσιν ποὺ ἐπιλέξουν τὴ συνέχισή τῆς συμβάσεώς τους στοὺς παραπάνω ὀργανισμοὺς δὲν δημιουργεῖται ἀξίωση ἀποζημιώσεως, ὡς χρόνος δὲ ἐνάρξεως τῆς νέας

συμβάσεως λογίζεται ή ήμερομηνία δημοσίευσής του νόμου αυτού.

3. Οι θέσεις προσωπικού του «Άρματος Θέσπιδος» με σχέση εργασίας ιδιωτικού δικαίου, που προβλέπονται από το άρθρο 11 παρ. 1 περ. III υποπερίπτωση δ', γ', δ' κα' ε' του Ν. 418/1976 «περί συστάσεως νομικού προσώπου δημοσίου δικαίου υπό την επωνυμία «Άρμα Θέσπιδος» και οργανισμού αυτού» και είναι συμπληρωμένες κατά τη δημοσίευση του νόμου αυτού, μεταφέρονται μαζί με το προσωπικό που υπηρετεί σ' αυτές στο Ύπουργείο Πολιτισμού και Έπιστημών, στο Έθνικό Θέατρο, στο Κρατικό Θέατρο Βορείου Ελλάδος και στην Έθνική Λυρική Σκηνή με κοινές αποφάσεις των Ύπουργών Προεδρίας της Κυβέρνησης και Πολιτισμού και Έπιστημών.

Οι κενές θέσεις της προηγούμενης παραγράφου καταργούνται από τη δημοσίευση του νόμου αυτού.

4. Οι υπάλληλοι που υπηρετούν με σύμβαση άοριστου χρόνου σε θέσεις εργατών - καθαριστριών, που προβλέπονται στο άρθρο 11 παρ. 1, περ. III, υποπερ. στ' του Ν. 418/1976, μεταφέρονται αυτοδίκαια με τις θέσεις τους στο Ύπουργείο Πολιτισμού και Έπιστημών. Γιά τη μεταφορά αυτή επιδίδεται διαπιστωτική πράξη του Ύπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών, που δημοσιεύεται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Άρθρο 5.

Οι δαπάνες μισθοδοσίας του προσωπικού που μεταφέρεται βαρύνουν τον προϋπολογισμό των Ύπηρεσιών στις όποιες μεταφέρεται και οι όποιες ενισχύονται με τα αναγκαία προς τούτο ποσά από την πίστωση που γράφτηκε στον προϋπολογισμό του Ύπουργείου Πολιτισμού και Έπιστημών τρέχοντος έτους για επιχορήγηση του καταργούμενου «Άρματος Θέσπιδος». Τυχόν αδιάθετα ταμειακά υπόλοιπα του καταργούμενου νομικού προσώπου, μετά την έξοφληση των ανειλημμένων υποχρεώσεων του κατατίθενται στο Δημόσιο Ταμείο και εγγράφονται στον προϋπολογισμό του Ύπουργείου Πολιτισμού και Έπιστημών για την αντιμετώπιση δαπανών καλλιτεχνικών δραστηριοτήτων των Κρατικών Θεάτρων.

Άρθρο 6.

1. Οι θέσεις καλλιτεχνικών διευθυντών, με άποδοχές αναπληρωτή γενικού διευθυντή και με τριετή θητεία, του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος και του «Άρματος Θέσπιδος», που συστήθηκαν με το άρθρο 24 παρ. 1 του Ν. 1075/1980, καταργούνται από τη δημοσίευση του νόμου αυτού.

2. Η θητεία των καλλιτεχνικών διευθυντών του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος και του «Άρματος Θέσπιδος» λήγει από τη δημοσίευση του νόμου αυτού. Οι κάτοχοι των θέσεων αυτών απολύονται αυτοδίκαια.

Γιά την απόλυση εκδίδεται διαπιστωτική πράξη του Ύπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών που δημοσιεύεται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

3. Στο Έθνικό Θέατρο, στην Έθνική Λυρική Σκηνή και στο Κρατικό Θέατρο Βορείου Ελλάδος συνιστάται από μία (1) θέση διευθυντή με τριετή θητεία που μπορεί να ανανεώνεται και με άποδοχές υπαλλήλων ειδικών θέσεων α' βαθμού.

4. Η επιλογή και ο διορισμός των διευθυντών, στις θέσεις της παρ. 3, γίνεται με τη διαδικασία που προβλέπεται από το άρθρο 4 παρ. 1 του Ν.Δ. 48/1974 «περί διαλύσεως τα ΟΚΘΕ και επανασυστάσεως των συγχωνευθέντων εις αυτόν Ν.Π.Δ.Δ.». Κατά την πρώτη εφαρμογή του παρόντος, ή επιλογή και ο διορισμός των διευθυντών στις παραπάνω θέσεις γίνεται εντός δύο μηνών από τη δημοσίευση των διαταγμάτων, που προβλέπονται από το άρθρο 9 του νόμου αυτού.

Μέχρι να ολοκληρωθεί ή διαδικασία αυτή καθώς και σε περίπτωση άδυναμίας του διορισθέντος να ασκήσει τα καθήκοντά του για οποιοδήποτε λόγο, το Διοικητικό Συμβούλιο αναθέτει προσωρινά τα καθήκοντα του διευθυντή σε ένα από τα μέλη του.

Άρθρο 7.

1. Στην Κρατική Όρχηστρα Άθηνών και στην Κρατική Όρχηστρα Θεσσαλονίκης συνιστάται από μία (1) θέση διευθυντή με τριετή θητεία που μπορεί να ανανεώνεται και με άποδοχές υπαλλήλων ειδικών θέσεων α' βαθμού.

2. Ο διορισμός στις θέσεις της παρ. 1 γίνεται με άποφαση του Ύπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών που δημοσιεύεται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

3. Ο διευθυντής της Όρχηστρας, εάν έχει την ιδιότητα του άρχιμουσικού, δεν μπορεί να διευθύνει πέρα από το ένα όγδοο (1/8) των ετήσιων συναυλιών των Κρατικών Όρχηστρών.

4. Για τις θέσεις της παραγράφου 3 του άρθρου 6 και της παραγράφου 1 του άρθρου αυτού εφαρμόζονται οι διατάξεις του άρθρου 20 παράγρ. 8 του Κ.Π.Δ. 611/1977 και του άρθρου 4 του Ν. 261/1976, «περί τρόπου πληρώσεως θέσεων των Ν.Π.Δ.Δ. και συναφών διατάξεων».

Άρθρο 8.

1. Οι πρόθετες μηνιαίες άποδοχές των διευθυντών του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος, της Κρατικής Όρχηστρας Άθηνών και της Κρατικής Όρχηστρας Θεσσαλονίκης για καλλιτεχνική εργασία στους οργανισμούς αυτούς δεν μπορούν να υπερβαίνουν το 30% του συνόλου των τακτικών άποδοχών της οργανικής τους θέσεως.

2. Στις άμοιβές της προηγούμενης παραγράφου δεν περιλαμβάνονται τα δικαιώματα από πνευματική ιδιοκτησία.

Άρθρο 9.

Με Προεδρικά Διατάγματα, που εκδίδονται ύστερα από πρόταση των Ύπουργών Προεδρίας της Κυβέρνησης και Πολιτισμού και Έπιστημών, καθορίζονται τα προσόντα και οι άρμοδιότητες των διευθυντών του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος, της Κρατικής Όρχηστρας Άθηνών και της Κρατικής Όρχηστρας Θεσσαλονίκης.

Άρθρο 10.

Οι διατάξεις περί διορισμού Κυβερνητικού Έπιτρόπου στα Κρατικά Θεάτρα καταργούνται.

Άρθρο 11.

Επαναφέρεται σε ισχύ το άρθρο 140 του Κανονιστικού Διατάγματος της 4ης Δεκεμβρίου 1943 «περί έγκρίσεως του Οργανισμού του Έθνικού Θεάτρου» και τροποποιείται ως εξής:

α Άρθρο 140.

1. Το Έθνικό Θέατρο οργανώνει κινητές θεατρικές μονάδες με προσωπικό του Έθνικού Θεάτρου και με προσωπικό διάφορων ειδικοτήτων, που δά προλαμβάνεται με σύμβαση εργασίας όρισμένου χρόνου, σύμφωνα με τις διατάξεις του κεφαλ. Δ' άρθρα 51 και επόμενα του Ν. 993/1979 «περί του επί συμβάσει εργασίας ιδιωτικού δικαίου προσωπικού του Δημοσίου κ.λπ.».

2. Η λειτουργία, οι περιοδείες και κάθε άλλη λεπτομέρεια οργάνωσης των ως άνω μονάδων ρυθμίζεται σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 6 του Ν.Δ. 48/1974».

Άρθρο 12.

1. Από τις ειδικότητες που προβλέπονται στο άρθρο 1, Α' κατηγορία, περίπτωση I Έκπαιδευτικό Προσωπικό Κλά-

δου ΑΡ υποδευθυντού της απόφασης του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων με αριθμό 103765/1328/13.9.1958 (ΦΕΚ 255/Β/1958), καταργείται η ειδικότητα της δραματικής τέχνης.

2. Καταργούνται αυτοδίκαια δύο μόνιμες θέσεις του κλάδου ΑΠ4 καθηγητών Β' Τάξεως με βαθμούς 70—40 του Κρατικού Ωδείου Θεσσαλονίκης, τις οποίες κατέχουν διπλωματούχοι ειδικότητας δραματικής τέχνης, που είχαν προσληφθεί για τις ανάγκες της σχολής δραματικής τέχνης.

3. Οι κάτοχοι των θέσεων, που καταργούνται, απολύονται αυτοδίκαια. Για την απόλυσή τους εκδίδεται διαπιστωτική πράξη του Υπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών, θεσπιτική της πραγματικής και συντάξιμης υπηρεσίας τους.

*Άρθρο 13.

1. Το τρίτο εδάφιο της παρ. 4 του άρθρου 14 του Ν. 1158/1981 «περί οργανώσεως και διοικήσεως σχολών Ανωτέρας Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσως κ.λπ.» αντικαθίσταται ως εξής:

«Οι αποτυχόντες στις διενεργούμενες από τις Σχολές και Επιτροπές εξετάσεις τριτοετείς σπουδαστές δεν επαναλαμβάνουν τα μαθήματα της τάξεώς τους, αλλά παραπέμπονται στην επόμενη εξεταστική περίοδο και εξετάζονται μόνο στα μαθήματα στα οποία απέτυχαν».

2. Οι προεσμίες για την έγγραφη σπουδαστών και τη λήξη λειτουργίας των ιδιωτικών σχολών Δραματικών, Χορού και Κινηματογράφου, που προβλέπονται από την παρ. 1 του άρθρου 27 του Ν. 1158/1981, παρατείνονται κατά δύο σχολικά έτη.

*Άρθρο 14.

Καταργούνται από τη δημοσίευση του νόμου αυτού:

α) Οι διατάξεις των άρθρων 23 και 24 του Ν. 1075/1980 «περί μονιμοποίησης μουσικών των Κρατικών Όρχηστρών Αθηνών και Θεσσαλονίκης κ.λπ.».

β) Οι διατάξεις του Π.Δ. 617/1981 «περί αρμοδιοτήτων των Γενικών Διευθυντών και των Καλλιτεχνικών Διευθυντών των Κρατικών Θεάτρων».

γ) Οι διατάξεις του άρθρου μόνου του Ν. 113/1945 «περί υπαγωγής της Εθνικής Λυρικής Σκηνής εις το Υπουργείον Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων», του άρθρου 7 του Ν.Δ. 4370/1964 «περί ιδρύσεως Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος και ρυθμίσεως ζητημάτων τινών του Εθνικού Θεάτρου και της Εθνικής Λυρικής Σκηνής» και του άρθρου 5 του Ν.Δ. 80/1946 «περί του Εθνικού Θεάτρου».

δ) Οι διατάξεις του Ν. 418/1976 και κάθε διάταξη, που εκδόθηκε κατ' εξουσιοδότηση του νόμου αυτού.

*Άρθρο 15.

1. Η ισχύς των άρθρων 6, 7, 8, 10 και 17 έως και 22 του Ν. 1158/1981 «περί οργανώσεως και διοικήσεως Σχολών Ανωτέρας Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσως κ.λπ.» επεκτείνεται και στις έραπτεχνικές Σχολές Χορού.

2. Διπλωματούχοι ή πτυχιούχοι ενός Τμήματος των Ανωτέρων Σχολών Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσως του Ν. 1158/1981 «περί οργανώσεως και διοικήσεως Σχολών Ανωτέρας Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσως κ.λπ.» δύναται να κατατάσσονται, κατόπιν καταρακτικής εξέτασεως, που διενεργούνται σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 14 του ίδιου νόμου, μέχρι και το δεύτερο έτος άλλου Τμήματος της ίδιας Σχολής.

*Άρθρο 16.

1. Με κοινή απόφαση των Υπουργών Εσωτερικών και Πολιτισμού και Έπιστημών και μετά από σύμφωνη γνώμη του Κεντρικού Αρχαιολογικού Συμβουλίου και γνώμη της τοπικής Έφορείας Αρχαιοτήτων επιτρέπεται η παραχώρηση σε οργανισμούς τοπικής αυτοδιοίκησης της χρήσης των

αρχαιολογικών ακινήτων και κάθε ακινήτου και χώρου του Ελληνικού Δημοσίου που τελεί υπό την αρμοδιότητα των αρχαιολογικών υπηρεσιών του Κράτους και βρίσκεται στην περιφέρεια των παραπάνω οργανισμών.

2. Η απόφαση όριζει το σκοπό, τη διάρκεια καθώς και τους όρους της παραχώρησης, που η παράβασή τους επιφέρει τη ανάκληση της απόφασης. Στους όρους αυτούς περιλαμβάνονται υποχρεωτικά ή έποπτεία των ακινήτων από την αρμοδιότητα Έφορείας Αρχαιοτήτων και η λειτουργία τους αποκλειστικά και μόνο για το σκοπό της παραχώρησης.

*Άρθρο 17.

Οι θέσεις του κλάδου ΑΤ έπιμελητών του Μουσείου Έλληνικής Λαϊκής Τέχνης, οι προβλεπόμενες από τις διατάξεις του άρθρου 3 του Ν.Δ. 22/1923 (ΦΕΚ Α 245/31.8.23) όπως τροποποιήθηκαν με τις διατάξεις του άρθρου 2 του Ν.Δ. της 31 Αυγούστου / 9 Σεπτεμβρίου 1935 (ΦΕΚ 39 Α), σε συνδυασμό με τις διατάξεις του άρθρου 1 του Ν.Δ. 384/1974 (ΦΕΚ 99 Α/11.4.74) και του άρθρου 6 του Ν. 1189/1981 (ΦΕΚ 203 Α/30.7.81), σε εφαρμογή του οποίου εκδόθηκε η απόφαση 73464/15410/3.11.81 (ΦΕΚ 708 Β, 20.11.81) της Υπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών, για τη σύσταση τεσσάρων ακόμα θέσεων στον κλάδο ΑΤ έπιμελητών, διαβαθμίζονται ως εξής: Μία (1) θέση στους βαθμούς 30—20 και τέσσερις (4) θέσεις στους βαθμούς 70 ή 60—40. Τυπικά προσόντα διορισμού στους εισαγωγικούς βαθμούς 7 ή 60 είναι τα προβλεπόμενα από την παρ. 1 του άρθρου 6 του Ν. 1189/1981.

*Άρθρο 18.

1. Οι κατά τη δημοσίευση του παρόντος οργανικές θέσεις συντηρητών έργων τέχνης του Μουσείου Έλληνικής Λαϊκής Τέχνης με σύμβαση ιδιωτικού δικαίου άοριστου χρόνου, που συστήθηκαν με το άρθρο 6 παρ. 3 του Ν. 1189/1981, μετατρέπονται σε μόνιμες θέσεις κλάδου ΜΕ2 συντηρητών έργων τέχνης και αυτοί που υπηρετούν με σχέση έργασις ιδιωτικού δικαίου διορίζονται και εντάσσονται στις θέσεις αυτές ανάλογα με το χρόνο υπηρεσίας που έχουν, εφαρμοζόμενων αναλόγως των διατάξεων του άρθρου 2 του Ν. 1189/1981.

2. Προσόντα διορισμού για τον εισαγωγικό βαθμό (90) του Κλάδου αυτού όρίζονται:

Απολυτήριο Λυκείου ή εξέταξιου Γυμνασίου, πτυχίο Σχολής Συντηρήσεως Έργων Τέχνης της ήμεδαπής ή άλλοδαπής ή τριετής έμπειρία στη συντήρηση έργων τέχνης και γνώσεις μίας των κύριων ευρωπαϊκών γλωσσών.

3. Οι κατά τη δημοσίευση του νόμου αυτού υπηρετούντες στην Έθνική Πινακοθήκη και Μουσείο Άλεξάνδρου Σούτζου έκτακτοι έπιμελητές με σχέση εργασίας ιδιωτικού δικαίου και άσυχαλούμενοι με την όργανωση και την παρουσίαση εκθέσεων ζωγραφικής, γλυπτικής και χαρακτικής, διορίζονται με απόφαση του αρμόδιου όργάνου σε υφιστάμενες κενές οργανικές θέσεις έπιμελητών του κλάδου ΑΠ1 ιστορικών τέχνης, με εισαγωγικό βαθμό 70, του νομικού τούτου προσώπου, έφ' όσον έχουν πτυχίο Φιλοσοφικής Σχολής ήμεδαπού, ή ισότιμου άλλοδαπού Πανεπιστημίου.

*Άρθρο 19.

1. Η παρ. 1 του άρθρου 4 του Ν. 1064/1980 αντικαθίσταται ως εξής:

«1. Είς μόν τους όπωσδήποτε παράγοντας, εισάγοντας ή εξάγοντας μη έγγεγραμμένους υλικούς φορείς ήχου ή εικόνας ή ήχου και εικόνας επιβάλλεται η υποχρέωσις όπως πρδ πάσης ενάρξεως της παραγωγικής, εισαγωγικής ή εξαγωγικής διαδικασίας λαμβάνουν την έγγραφον πρδς τούτο άδειαν του κατ' την παρ' άρθρον 2 του παρόντος ειδικού νομικού προσώπου. Είς δέ τους όπωσδήποτε παράγοντας, εισάγοντας, εξάγοντας, κατέχοντας επί σκοπώ περαιτέρω άμεσου ή έμμεσου διοχετεύσεως εις την άγοράν η παντοειστροπως εις το κοινόν διαθέτοντας έγγεγραμμένους υλικούς φο-

ρείς ήχου ή εικόνας ή ήχου και εικόνας επιβάλλεται: ή υποχρέωση όπως, κατά περίπτωση: α) οι παράγοντες και κατέχοντες τοιούτους φορείς, αλλά τώ πέρατι τής παραγωγικής διαδικασίας ή τή έπωσθήποτε κτήσει αυτών, β) ή είσάγοντες, έξάγοντες ή εις τό κοινόν διαδέτοντες, πρό του πέρατος τής εισαγωγικής ή έξαγωγικής διαδικασίας ή τής καθ' οιονδήποτε τρόπον διαδέσεως των ειρημένων φορέων, επικαλλούν ή έπωσθήποτε αποκτοούν επί τής συσκευασίας ή του σώματος ή άμφοτέρων τούτων ένός έκάστου τεμαχίου των ειδών αυτών ειδκόν έπίσημα ή ταινίαν έλέγχου ή έτερον θεωρημένον παραστατικόν, διά του άποίου πιστοποιείται: τό σύννομον των έν λόγω έγγεγραμμένων φορέων ήχου ή εικόνας ή ήχου και εικόνας. Έτι δε παραιτέρω, τοιούτοι φορείς, οίτινες δέν πληρούν τήν ως ειρηται: διαπιστωτικήν και μόνον του συννόμου αυτών προϋπόθεσιν, άπαγορεύεται: όπως καθ' οιονδήποτε τρόπον εκτίθενται, διαφημίζονται ή άλλως πως άποτελούν άντικείμενον οιασδήποτε ένεργείας προωθήσεως τής διαδέσεως αυτών».

2. Η παρ. 2 του άρθρου 12 του Ν. 1075/1980 άντικαθίσταται ως εξής:

«2. Έκ των διαφόρων χρήσεων τής έρμηνείας, ειδικώς επί α) μεταγενεστερας άναπαραγωγής ή θέσεως εις κυκλοφορίαν τής έγγεγραμμένης ή τής ραδιοτηλεοπτικώς ή άλλως πως μεταδιδομένης ή μεταδοθείσης έρμηνείας, β) μεταδόσεως εις τό κοινόν τής έγγεγραμμένης τοιούτης, γ) ραδιοτηλεοπτικής ή εις τό κοινόν άναμεταδόσεως τής ραδιοτηλεοπτικώς ή άλλως πως μεταδιδομένης ή μεταδοθείσης έρμηνείας και δ) των έν τή προηγουμένη παραγράφω περιπτώσεων, τά δικαιώματα των καλλιτεχνών—έρμηνευτών ασκούνται μόνον υπό των οικείων προσωπικών μη κερδοσκοπικών διαχειριστικών οργανισμών των καλλιτεχνών—έρμηνευτών. Οί έν λόγω διαχειριστικοί οργανισμοί συνιστώνται ή άναγνωρίζονται διά προεδρικού διατάγματος εκδιδομένου τή προτάσει των Ύπουργών Προεδρίας τής Κυβερνήσεως και Πολιτισμού και Έπιστημών μετ' άπόφασιν των έν τώ έπομένω έδαφίω του παρόντος έπιτροπών, και μετέχουν του ειδικού νομικού προσώπου του προβλεπομένου υπό του άρθρου 4 παρ. 2 του Ν. 1064/1980. Αί έπιτροπαί, αί όποια: άποφασίζουν τήν σύστασιν ή άναγνώρισιν των ρηθέντων διαχειριστικών όργα-

νισμών, συνιστώνται διά προεδρικού διατάγματος εκδιδομένου τή προτάσει των αυτών ως άνω Ύπουργών και όρίζοντας ήν συγκρότησιν, τόν βαθμόν και τήν σύνθεσιν των έπιτροπών, τας άρμοδιότητας αυτών, εις τας όποιās περιλαμβάνεται και ή θέσις των κανόνων λειτουργίας τούτων και τής ένώπιον αυτών διαδικασίας, ό καθορισμός, ή διαχείρισις και ή διάθεσις των πρόσ άλύφιν των έξόδων τής διαδικασίας ταύτης καταβλητέων τελών, ως και τά κριτήρια συστάσεως ή άναγνωρίσεως των ειρημένων διαχειριστικών οργανισμών, μετ' έξυ των όποίων και τό τής αντιπροσωπευτικότητας αυτών. Η υπό των διαχειριστικών οργανισμών άσκησις των ως άνω δικαιωμάτων άφορά μόνον εις τας χρήσεις τής έρμηνείας, ατινες είναι μεταγενεστεραι τής υπό των καλλιτεχνών—έρμηνευτών ύποδείξεως του οργανισμού τής έκλογής των, ήτις ύποδείξις επί έρμηνείας παρά συνόλου ένεργείται υπό των έν τώ έπομένω άρθρω όριζομένων διά τήν άσκησιν των δικαιωμάτων προσώπων».

*Άρθρο 20.

Η ισχύς του νόμου αυτού άρχίζει από τή δημοσίευσή του στην Έφημερίδα τής Κυβερνήσεως.

Πραξηγέλλομεν να δημοσιευθή στην Έφημερίδα τής Κυβερνήσεως τό κείμενον του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 12 Απριλίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΑΓΑΠ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ

Α. - Μ. (ΜΕΛΙΝΑ) ΜΕΡΚΟΥΡΗ

Θεωρήθηκε και τέθηκε ή Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 13 Απριλίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η ετήσια συνδρομή της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίστηκαν από 1 Ιανουαρίου 1983 ως ακολούθως :

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	2.500
2. » » » Β'	»	4.000
3. » » » ΤΑΠΣ	»	3.000
4. » » » Γ'	»	1.500
5. » » » Δ'	»	3.500
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	»	1.500
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	»	300
8. » » » Παράρτημα	»	800
9. » » » Ανωμόμων Εταιρειών κτλ.	»	10.000
10. » » Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	»	800
11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι.	»	20.000

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοήθειας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά :

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	125
2. » » » Β'	»	200
3. » » » ΤΑΠΣ	»	150
4. » » » Γ'	»	75
5. » » » Δ'	»	175
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ.	»	75
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου	»	15
8. » » » Παράρτημα	»	40
9. » » » Ανωμόμων Εταιρειών κτλ.	»	500
10. » » Δελτίο Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας	»	40
11. Για όλα τα τεύχη	»	1000

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πώλησης κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 10 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 15 δραχ., από 25 ως 48 σελ. 25 δραχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δραχ., από 81 σελ. και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 50 δραχ. ανά 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαβίωσης στο κοινό των εκδιδόμενων από το Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διάφορων φύλλων της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τέσσερις (4) δραχμές κατά σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

I. Στο τεύχος Ανωμόμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

Α'. Ανωμόμων Εταιρειών :

1. Των καταστατικών	Δραχ.	25.000
2. Των αποφάσεων για συγχώνευση ανωνύμων εταιρειών	»	25.000
3. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β')	»	15.000
4. Των τροποποιήσεων των καταστατικών	»	8.000
5. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	»	10.500
6. Των υπουργικών αποφάσεων για παραχώρηση άδειας επέκτασης των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού ..	»	9.000
7. Των αποφάσεων για εγκατάσταση υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορα και παροχή πληρεξουσιότητας αντιπροσώπησης στην Ελλάδα αλλοδαπών Εταιρειών και των αποφάσεων για μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1. του Ν.Δ. 400/1.9.70	»	6.000
8. Των ανακοινώσεων για κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, των κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 για Αλλοδαπές Ασφαλιστικές Εταιρείες, των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και των αποφάσεων του Υπ. Συγκοινωνιών για τους ΗΛΠΑΠ - ΗΣΑΠ - ΟΣΣ	»	2.800
9. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών	»	2.800

10. Των αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου για την εισαγωγή χρεωγράφων στο χρηματιστήριο για διαπραγμάτευση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967	Δραχ.	2.800
11. Των αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς για τη διαγραφή χρεωγράφων από το χρηματιστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67.	»	2.800
12. Των αποφάσεων για την έγκριση τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών	»	2.000

Β'. Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

1. Των καταστατικών	»	2.800
2. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών	»	2.800
3. Των ισολογισμών κάθε χρήσης	»	3.200
4. Των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων	»	2.800
5. Των τροποποιήσεων των καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη)	»	1.200
6. Των ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη	»	1.200
7. Των ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ.	»	1.000
8. Των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις	»	1.000

Γ'. Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων :

1. Των υπουργικών αποφάσεων για τη χορήγηση άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων	»	2.800
2. Των ισολογισμών των ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων	»	3.200

Δ'. Των δικαστικών πράξεων :

II. Στο Τέταρτο τεύχος :		
Των δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημίωσης	»	1.200

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού εισπραχτής, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Εθνικό Τυπογραφείο.

2. Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με επιταγή στο όνομα του Διευθυντή Διαχειρίσεως του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής :

α) στην Αθήνα : στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου).

β) στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους : στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) και 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.

γ) στις παραπάνω συνδρομών εξωτερικού : όταν η αποστολή τους γίνεται με επιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.